



La Commune



« Rien n'est fini, c'est sûr. »

c'est sûr. » | Grève des lycéens pour le retrait de la loi Fillon

La grève des lycéens contre la loi Fillon vit ses dernières heures. Ce n'est pourtant pas la détermination et le courage des lycéens qui ont manqué. Qui est responsable de leur isolement, qui est venu au secours de Fillon ? Entretien avec Seydan C, lycéen dans le 93.

La Commune : Quels ont été les motifs de la grève dans les lycées ?

Seydan : La réforme Fillon, avec les points suivants : le contrôle continu au bac, qui favorise les inégalités. Le 93, particulièrement frappé socialement, serait défavorisé. Entre un bac Henri IV et un bac du 93, les préjugés marcheraient à fond sur le marché du travail. Aussi la suppression de l'option EPS, celle de SEJ, celle des TPE en terminale, qui seront jugés en 1e dès cette année : Fillon change les règles du jeu en cours d'année scolaire. Et les remplacements de profs absents par leurs collègues désorganiseront complètement les emplois du temps et perturberont les cours.

L.C. : Quelles organisations y avait-il sur ton lycée ?

Seydan : La FIDEL et l'UNL. Ils ont distribué des autocollants aux lycéens, mais ceux-ci s'en foutaient. C'était un mouvement de masse qui les débordait.

L.C. : Comment les élèves ont-ils pris en charge leur lutte ?

Seydan : Au départ, en manifestant une fois par semaine, le 8 février, le 15, etc. Cela s'est arrêté le 8 mars, quand les loubards ont frappé : j'ai vu 5 flics bras croisés devant le tabassage des lycéens en direct.

L.C. : Quelles ont été les formes d'action ?

Seydan : Après les manif's, on a commencé à occuper les lycées, sans que les syndicats ne soufflent mot. La police nous a menacés quand on a voulu dormir sur place ; des racailles ont essayé d'infiltrer les lycéens qui gardaient le bahut. Finalement, on a renoncé à cause des provocations. Ensuite, chaque jour, le lycée était bloqué, les salles inaccessibles, certains mettaient des alarmes incendies. On est allés voir le lycée le plus proche, 400 élèves ont débrayé et nous ont rejoints.

L.C. : Quelle a été l'attitude des syndicats d'enseignants ?

Seydan : Les dirigeants savaient que la reconduite du mouvement aurait relancé la grève. Ils ne nous ont pas soutenus suffisamment : une journée de grève symbolique en tout, à part le 10 mars, pendant que le mouvement avait du mal à survivre. Il leur suffisait d'appeler à la grève pour voir une paralysie totale, autour du mot d'ordre : " Retrait de la loi Fillon ! ". Le gouvernement dit que la rue ne gouverne pas ; je dis, moi, que quand le peuple est dans la rue, c'est la rue qui gouverne. Il fallait réclamer l'abrogation de la loi.

L.C. : Qu'est-ce qui t'a frappé ?

Seydan : Surtout l'arrivée des flics et les agressions des racailles contre les lycéens. Ils n'avaient pas d'autre raison que la violence pure. Ce sont des exclus de cette société qui se retournent contre le peuple. Et aussi l'arrivée des 400 lycéens de l'autre lycée, ce qui donnait un sentiment de force.

L.C. : Pourquoi Fillon n'a-t-il pas cédé sur la plupart des points ?

Seydan : Fillon a retiré le contrôle continu ; c'est du bluff. Il a attendu que cela se passe et, de son point de vue, il a eu raison. Les directions syndicales d'enseignants, en n'appelant pas à la grève jusqu'au retrait, ont rendu un sacré service à Fillon et nous ont isolés.

L.C. : Penses-tu que le mouvement puisse rebondir ?

Seydan : Non. Le bac approche, on est dans une dynamique de boulot. Mais, tôt ou tard, la question reviendra. Rien n'est fini, c'est sûr.

Propos recueillis par Paul Rauschert

Modifié le mardi 21 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie France

La formation professionnelle en miettes - Première partie

Dossier du mois La loi El Khomri a mis en route le « Compte Personnel d'Activité » (CPA). Un « compte » qui aurait pu aussi bien s'appeler « Compte de Précarité Assurée », sous couvert... >>

Vers un Manifeste de La Commune

Comme l'avait déjà annoncé Marx, le capitalisme condamne des masses considérables d'êtres humains « mourir de faim dans un monde d'abondance ». Comme l'avait annoncé Jaurès : «... »

Urgence - Hôpital

Les hôpitaux sont la proie des prédateurs au pouvoir. S'appuyant sur des lois, des décrets, des réformes de rationnement et de rentabilisation de la santé, au nom de « la maîtrise des... »

Comment Macron et Collomb traquent les réfugiés

Une Europe qui refuse d'accueillir les réfugiés. En France, malgré les discours démagogiques de Macron les réfugiés demeurent aux yeux de tous ces politiciens le fardeau qu'ils veulent... »

Contre Mélenchon

Contribution de Daniel Petri. Ci-dessous le sommaire et la préface. Vous pouvez retrouver l'intégralité de contribution en PDF joint. (Voir partie II) >>

La violence policière « en marche »

L'état d'urgence, reconduit à plusieurs reprises depuis deux ans, a jeté une lumière crue sur la violence policière de l'État. Les « bavures » sont nombreuses, de plus en plus graves... >>
